

Allocations familiales—Loi

En fait, au cours des débats à la Chambre ces derniers jours, j'ai entendu des députés ministériels nous dire que l'inflation est à la baisse à l'heure actuelle, qu'ils l'aient constaté eux-mêmes, qu'ils l'aient appris d'autres personnes, ou qu'ils en aient tout simplement l'impression. Alors qu'il parlait l'autre jour de plafonner les hausses de pensions de sécurité de la vieillesse, le député de Thunder Bay-Nipigon (M. Masters) nous a dit à quel point sa mère était d'accord avec ce bill. Il a déclaré au cours du débat que l'inflation était à la baisse. Au cours du même débat, j'ai demandé, s'il en était ainsi, pourquoi diable nous nous mèlions de limiter à 6 p. 100 la hausse des pensions de sécurité de la vieillesse et, en l'occurrence, des allocations familiales. Si l'inflation est ainsi à la baisse, pourquoi le gouvernement ressent-il donc tant le besoin de plafonner les hausses? Cela n'a aucun sens; ces données sont incompatibles.

Je dois en conclure que les députés d'en face ne croient pas vraiment que l'inflation soit à la baisse ni que ce bill soit nécessaire; c'est de deux choses l'une, il n'y a pas à sortir de là.

En terminant, je tiens simplement à exhorter les députés ministériels à se réserver le droit de décider l'année prochaine à combien limiter en 1984 la hausse applicable aux différents programmes, mais tout particulièrement aux allocations familiales. Qu'ils attendent à l'année prochaine pour le faire, surtout qu'ils sont portés à voir l'avenir en rose.

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Monsieur le Président, je suis très heureux de prendre la parole ce soir à la suite du député de Bruce-Grey (M. Gurbin) et du député de Vancouver-Quadra (M. Clarke), deux véritables cadeaux du bon Dieu pour les Canadiens qui souffrent d'insomnie.

Je ne puis croire que 60 députés conservateurs assistent à une réunion autre qu'à celle de Winnipeg, ou d'ailleurs, en vue de se débarrasser de vous savez qui. Incidemment, on répète à Toronto aujourd'hui, peut-être en avez-vous entendu parler, monsieur le Président, que le leader de l'opposition (M. Clark) s'est précipité dans cette ville en fin de semaine dernière pour assister au concert des «Who». Il croyait que c'était en son honneur. Il avait entendu parler d'une fête à l'occasion d'une mise à la retraite et voulait être de la partie.

L'orateur qui m'a précédé a dit—et je prends sa parole au sérieux, comme je le fais de tous ses discours, du moins de ceux que je peux me rappeler—que les allocations familiales seraient récupérées par le biais de l'impôt. Il a donné à titre d'exemple son propre cas, de parent qui reçoit des allocations familiales. Tout Canadien qui n'est pas millionnaire ou ne se classe pas parmi les contribuables à revenus les plus élevés sait que nous avons un régime fiscal grossièrement inadéquat et injuste qui impose davantage les pauvres et les personnes à revenu moyen, et que les grandes entreprises, en particulier les sociétés pétrolières, de même que les contribuables ayant de gros revenus, ne paient pas leur juste part. Je comprends mal qu'il se fie à ce type de régime fiscal qui est le nôtre. En outre, selon le Conseil canadien du développement, le budget prévoit que la hausse de 50 p. 100 du crédit d'impôt pour enfant accordée en 1983 ne constituera qu'une hausse temporaire d'un an et que les \$50 ne seront pas versés ultérieurement. Nous avons un régime d'imposition pourri et ce n'est pas la mesure à l'étude qui va l'améliorer.

● (2140)

Le député de Vancouver Quadra (M. Clarke)—je le connais très bien parce que sa circonscription est voisine de la mienne—a déclaré que le NPD devrait présenter un tas d'amendements. Comment est-il possible de présenter un tas d'amendements à un bill qui est foncièrement mauvais? Il a dit que les conservateurs avaient des amendements et que le NPD raisonnait de travers.

J'en prends à témoins les députés et la population. Qu'est-ce que c'est que cette façon de raisonner des conservateurs, qui votent en faveur des 6 et 5 parce que les sondages leur ont donné à entendre que c'est cela que la population désire pour régler le terrible problème actuel? Et tout d'un coup ils se rendent compte que les 6 et 5 pénalisent les enfants, les vieillards et les pauvres. Quand ces bills commencent à nous tomber dessus, le C-131, le C-132, etc., les voilà qui reculent et qui se sentent obligés de voter contre. Où est la logique, où est l'hypocrisie? Les conservateurs sont illogiques et hypocrites dans toute cette histoire. Ils cherchent à se tirer d'affaire avec cet amendement parce qu'ils veulent appuyer le gel à 6 p. 100. J'ai entendu des conservateurs dire qu'ils aimeraient même voir des réductions à la base.

Il y a à ma droite mon ami à la tête dure qui me critique, et qui dit que le NPD a voté contre l'augmentation de salaires. Finissons-en avec cela. Nous avons voté contre les 6 et 5, et dans le bill des 6 et 5 il était question d'augmentation de salaires. Logiquement, comme on le voit dans cet amendement, il fallait ou bien voter contre les 6 et 5, ou bien appuyer les autres bills jusqu'à la fin de la série. C'est là que les conservateurs ont fait preuve d'illogisme. Qu'ils osent donc dire le contraire. Ils sont illogiques, hypocrites, indignes de former un gouvernement de remplacement au Canada.

Les temps sont durs. Tous les députés le reconnaissent. Même les persifleurs qui siègent à ma droite, et les silencieux d'en face, les «navettes» comme ils disent en français. Les libéraux québécois de l'arrière-ban qui ne font rien dans ce Parlement vont être remplacés, quelle horreur, par des péquistes au prochain Parlement, et alors les problèmes vont commencer. Ils ne se mêlent pas à la discussion, mais ils s'apprentent à voter contre les allocations familiales et contre l'assistance aux pauvres du Québec. Pourtant eux aussi, j'imagine, reconnaîtraient que les temps sont difficiles.

Le taux de chômage s'établit à 12.4 p. 100 et la croissance du produit national brut a ralenti. Et ce ne sont pas les socialistes qui l'affirment. Je vous renvoie au *Financial Post* du 18 décembre, un journal pas tout à fait socialiste. Voici le passage:

Au troisième trimestre, la croissance réelle du PNB a diminué de 6.9 p. 100 par rapport au sommet atteint au deuxième trimestre de 1981. En novembre, le taux de chômage désaisonnalisé avait atteint 12.7 p. 100, alors qu'il était de 7.1 p. 100 à l'été de 1981, soit une perte de près de 600,000 emplois.

Le journal cite encore des faits concernant les chômeurs, les étudiants, les travailleurs de l'industrie de la fabrication, les sans-travail d'un bout à l'autre du pays. Bien sûr, les députés d'en face reconnaissent qu'il y a un problème. Les députés à ma droite, tout empêtrés qu'ils sont dans leur doctrine du XIX^e siècle, reconnaissent aussi qu'il y a un problème.